

AR PREFECTURE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
D'AUSSAC-VADALLE

016-211600242-20210224-2021\_2\_3-DE  
Regu le 24/02/2021

**délibération :**  
**2021\_2\_3**

L'an deux mille vingt et un, le mardi 23 février à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Centre socio-culturel, Rue de la République à AUSSAC-VADALLE, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 15

Date de convocation du : 15 Février 2021

Présents : 12

**Présents :** Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame BIZE AURELIE, Madame DUPUY MARINE, Madame ELMOZNINO PEGGY, Madame KERJEAN MADELEINE, Monsieur LEDIRAISON GUILLAUME, Monsieur LEGRAND XAVIER, Monsieur LEHEMBRE PIERRE-YVES, Madame LIOT REGINE, Monsieur VIGIER VALERIAN

Votants : 13

**Objet : Ouverture de crédit  
d'investissement Opération  
45**

**Pouvoirs :**

Madame AUPY JOCELYNE a donné pouvoir à Madame BIZE AURELIE

**Absent(s) :** Monsieur BIRONNEAU CYRIL, Monsieur LAMACHE CHRISTOPHE

**Excusé(s) :** Madame AUPY JOCELYNE

**Secrétaire de Séance :** Madame MADELEINE KERJEAN

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'il serait nécessaire de faire une ouverture de crédits d'investissement avant le vote du budget primitif 2021 selon art L. 1612-1 du CGCT comme suit :

- Opération 45 - Réalisations communales
- Chapitre 21 - Immobilisations corporelles
- Article 2121 - Plantations d'arbres et d'arbustes

soit : + 2 987.00 €

Parcelle E 1021

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil municipal :

- Accepte les ouvertures de crédits d'investissement avant le vote du budget primitif 2021, comme évoqué ci-dessus;
- Prévoit l'inscription des crédits au BP 2021;

**Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0**

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.  
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 23/02/2021, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire le

Fait et délibéré les mêmes  
ans, mois et jours que ci-  
dessus.  
Au registre sur les  
signatures pour copies  
conformes,  
Le Maire,  
Gérard Liot

